

## **CONFERENCE DE PRESSE EDOUARD FRITCH**

### **JEUDI 2 JUIN 2016**

#### **L'objet du déplacement à Paris**

Le déplacement effectué dernièrement à Paris se situe dans la suite du voyage officiel du Président de la République le 23 février 2016. Les ministères parisiens, trois mois après la visite du président Hollande, souhaitent vivement nous revoir pour faire un point d'étape sur les principaux sujets évoqués par le Président de la République, et notamment les conséquences des essais nucléaires, les Accords de Papeete, le toilettage du Statut. Ce sont des dossiers suivis par l'Elysée en concertation avec Matignon, le ministère de la santé et MEDETOM.

En sus de ces dossiers, j'ai profité de ce déplacement pour aborder d'autres sujets importants pour notre pays. Il s'agit :

- Du Tribunal foncier, de la future prison de Papeari, dossiers suivis par le ministre de la Justice.
- De la décolonisation à l'ONU et des visas multi-entrée, dossiers suivis par le ministre des Affaires étrangères.
- De l'égalité réelle entre la métropole et les collectivités ultra marines, dossier suivi par la Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre en charge de l'Egalité réelle.
- De l'accueil annuel de la quarantaine d'internes hospitaliers en provenance de métropole, au sein du CHPF de Taaone.
- De la valorisation de notre espace maritime.

Et enfin, deux rendez-vous d'ordre diplomatique, avec les ambassadeurs de Russie et de Chine, afin de poursuivre l'ouverture de la Polynésie sur le monde.

### **Les personnalités rencontrées**

La mission que j'ai menée dernièrement à Paris a duré 4 jours, du lundi 23 au jeudi 26 mai, avec un total de 17 rendez-vous .

Les rendez-vous les plus marquants auprès des hauts responsables de l'Etat se sont tenus avec les personnalités suivantes :

- Monsieur Jean Jacques URVOAS, ministre de la justice
- Monsieur Jean Marc AYRAULT, ministre des Affaires étrangères
- Madame George PAU LANGEVIN ; ministre des Outre Mer
- Madame Ericka BAREIGTS, Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, en charge de l'Egalité Réelle
- Monsieur Marc VIZY, Conseiller Outre Mer auprès du Président de la République
- Monsieur Frédéric POTIER, Conseiller Outre Mer auprès du Premier Ministre
- Le député René DOSIERE, rapporteur du budget Outre mer à l'Assemblée nationale

Les rendez-vous diplomatiques avec les personnalités suivantes :

- Son Excellence Alexandre ORLOV, ambassadeur de la Fédération de Russie en France.
- Son Excellence ZHAI Jun, ambassadeur de Chine en France.

- Monsieur Jean Pierre LACROIX, directeur des Nations Unies au Quai D'orsay.

Les rendez-vous techniques avec les personnalités suivantes :

- Monsieur Stéphane CLAISSE, Ingénieur DCNS, directeur Adjoint au Pôle mer de Toulon.
- Monsieur VALLAT, président du Cluster maritime de France.
- Monsieur Robert Vigouroux, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux, Monsieur Michel Laforcade, directeur de l'ARS de Bordeaux, et le Professeur Dubus, président de l'Université de Bordeaux.

## **La qualité des rencontres**

Il faut souligner le fait qu'à la suite des engagements pris par le président Hollande lors de sa visite officielle en Polynésie française, les ministères parisiens se sont mobilisés pour y apporter des réponses concrètes. Nous avons rencontré des interlocuteurs de haut niveau avec une grande qualité d'écoute et de ce fait avons pu tenir des échanges constructifs.

## **Les sujets abordés**

### **1/ Le dossier nucléaire**

Le dossier nucléaire comprend plusieurs thèmes :

- L'indemnisation des victimes des essais nucléaires (loi Morin et son application)
- L'Institut des archives et le Mémorial des essais nucléaires
- Le financement de l'oncologie au CHT de Taaone
- La dépollution de l'atoll de Hao

- Le 50ème anniversaire du premier tir aérien
- La prochaine réunion de la Commission de suivi des essais

Sur l'indemnisation des victimes des essais nucléaires, l'Etat fait le constat que le trop faible nombre de victimes indemnisées, 20 au total sur plus de 960 dossiers déposés et recevables, est le signe que l'application de la loi n'est pas opérante et qu'il faut remédier à cette situation dommageable. L'Etat était donc disposé et avait envisagé en premier lieu de modifier la loi Morin. Cependant, cette solution aurait nécessité un calendrier menant à fin 2017. Compte tenu de l'urgence sur le sujet et pour dégager une solution plus rapide, c'est la modification du Décret d'application qui a été retenue par l'Etat et qui a donc fait l'objet d'une annonce faite par le président Hollande lors de sa venue en Polynésie française.

Les hauts responsables de l'Elysée et de Matignon, ont fait état de plusieurs réunions interministérielles sur le sujet, associant les ministères de la santé, de la défense et des Outremer. Elles se sont tenues ces dernières semaines afin d'élaborer des propositions de modifications du décret. Ils ont affirmé que le premier objectif visé par la modification du décret est d'augmenter sensiblement le nombre de victimes indemnisées. A cet égard, l'Etat propose notamment de baisser le seuil d'acceptation d'une causalité entre maladie radio-induite et rayonnements ionisants actuellement utilisé par le Civen, de prendre en compte les éléments de jurisprudence contenus dans la position du Conseil d'Etat sur ce sujet, la révision de la méthodologie du Civen, la reprise des anciens dossiers rejetés par le Civen et la possibilité pour les demandeurs de recourir à de la visio-conférence pour ceux qui n'ont pas la possibilité de se rendre en métropole pour défendre leur dossier d'indemnisation.

Pour l'heure, à notre demande, les services de l'Etat sont entrain d'évaluer l'impact réel des propositions de modification du décret sur le nombre potentiel de victimes. Elles seront soumises prochainement à l'examen des membres de la Commission consultative du suivi des conséquences des essais nucléaires.

Je tiens à préciser qu'aucun document écrit n'a été remis à la délégation polynésienne lors de la réunion du 24 mai dernier. La présentation fut faite oralement en indiquant les objectifs visés et les principes retenus.

Sur l'Institut des Archives et le Mémorial des essais, et pour avancer sur ce dossier, il convenait à ce stade d'aborder deux points : le choix d'un site destiné à ce mémorial et la mise en place d'une méthodologie rigoureuse pour que ce mémorial soit conçu sur des bases scientifiques et historiques incontestées et incontestables.

Sur le choix du site, j'ai proposé à l'Etat deux sites qui ont du sens au regard du projet. Le premier site est le musée de la marine situé sur le front de mer, non loin du parc Bougainville et le second site est la parcelle arrière du COMSUP qui fut jadis le centre de commandement du Centre d'expérimentation du Pacifique.

Sur la méthodologie, une première note avait été rédigée en octobre 2010 par le Haut Commissariat en partenariat avec le gouvernement de la Polynésie française, le COMSUP, les associations Moruroa e tatou, Tamarii Moruroa et Faahotu ia Hao. L'Etat s'occupe de mettre en œuvre la démarche préconisée dans cette note.

Sur le financement de l'oncologie, nous sommes entrain de bien cibler l'utilisation des 700 millions FCP évoqués par le président Hollande.

Sur la dépollution de l'atoll de Hao, nous prenons acte du fait que les travaux de nettoyage des parcelles destinées à accueillir la ferme aquacole seront très prochainement achevés et que la dépollution des terres polluées par bioterre pourra être rapidement amorcée. Néanmoins, j'ai indiqué que les terres qui resteront polluées faute de traitement adéquat doivent être évacuées ou confinées durablement.

Sur le 50<sup>ème</sup> anniversaire du premier essai nucléaire aérien aura lieu le 2 juillet prochain. J'ai informé nos interlocuteurs que les associations organisent à cette occasion une semaine d'évènements et de manifestations.

Enfin, il était prévu la tenue de la prochaine réunion de la Commission consultative de suivi des essais nucléaires le 14 juin 2016. Cette rencontre a été reportée à une prochaine date qui permettra à la ministre Marisol Touraine de présider cette rencontre. Comme je l'ai dit précédemment, cette réunion sera importante car elle devrait conduire à l'examen du projet modificatif du décret d'application de la loi Morin.

## **2/ Les Accords de Papeete**

Les accords de Papeete sont une des propositions du Président de la République. Ils contiendront notamment les différents engagements évoqués par le président Hollande dans son discours tenu à la présidence de Broche et les premiers éléments liés au vaste dossier sur l'Egalité réelle. J'ai constitué une équipe de travail exclusivement dédiée à ces Accords de Papeete afin d'être en mesure de signer ces Accords avec l'Etat avant la fin de cette année.

### **3/ Le toilettage du statut**

Rappelons que le statut actuel trouve sa source en février 2004. Il a subi une première modification en Décembre 2007, tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française et portée par Estrosi puis une seconde modification en 2011, relative au fonctionnement des institutions et portée par madame Penchard. Ces modifications ont été prises dans un contexte où régnaient l'instabilité et les soupçons de clientélisme sur la gestion des fonds publics.

Le législateur national a voulu dans ces toilettages précédents mettre des « corsets » juridiques dans notre statut pour tenter de remédier à l'instabilité et souhaiter plus de transparence et de moralité dans la gestion des affaires publiques. A l'expérience, ces « corsets » juridiques provoquent certains effets qui rendent l'administration du pays compliquée et inutilement contraignante.

Un toilettage statutaire est devenu opportun et utile.

Le toilettage consiste, sur la base de l'expérience et de la pratique, à prendre certains articles existants et à apporter des améliorations rédactionnelles, soit pour une meilleure clarté dans l'interprétation, soit pour une utilisation plus opérationnelle et plus efficace des dispositions statutaires. Dans un toilettage, il ne s'agit en rien de bouleverser la répartition des compétences statutaires au travers d'une surenchère institutionnelle. Il s'agit seulement de faire de notre statut un outil au service de notre développement et d'une gestion administrative moins lourde de notre pays. Le statut est l'outil de notre Autonomie.

Avant le mien, les gouvernements de Oscar Temaru, de Gaston Tong Sang et de Flosse se sont tous penchés sur le sujet et ont tenté de faire des propositions de rédaction.

Le « paquet » de propositions que j'ai présenté à la lecture de l'Etat est issu de la somme des travaux menés depuis quelques années par différents juristes de notre pays. Je ne suis donc pas le propriétaire intellectuel unique des propositions pouvant être soumises à l'examen de l'Etat.

Voici ce qui a été convenu avec l'Etat. Le projet de loi devrait être finalisé avant la fin de ce mois de juin. Le Conseil d'Etat et l'Assemblée de la Polynésie française devraient être consultés fin juillet pour un examen au parlement en octobre 2016. Vous voyez que le calendrier imposé est très serré et nous devons mettre les bouchées doubles et nous y investir pour être au rendez-vous législatif qui nous est offert par le gouvernement central. Les modifications statutaires les plus sensibles concernent la reconnaissance du fait nucléaire dans le préambule du statut, la sanctuarisation de la Dotation Globale d'Autonomie, le placement des fonds libres, le statut des lois du pays, le plafonnement des crédits destinés aux cabinets, la clarification des matières premières stratégiques, les échanges numériques entre les institutions et l'Etat et la simplification des procédures applicables aux concours financiers de l'Etat..

Je remercie le président Hollande et son gouvernement en acceptant d'ouvrir une fenêtre législative en faveur de la Polynésie française. C'est un geste important de la part du gouvernement car sans son accord, nous n'aurions pas pu placer nos propositions avant fin 2017, compte tenu de la longue liste des dossiers en attente au parlement.



#### **4/ La prison de Papeari**

Le chantier de la construction, comme vous le savez déjà, va prendre trois mois de retard. L'ouverture de la prison est programmée pour mai 2017.

Nous avons 204 stagiaires polynésiens en formation en métropole. Ils devaient tous rentrer en Polynésie en octobre prochain. Mais, compte tenu du léger retard dans le chantier, le retour est programmé en deux phases. Un premier groupe de 40 agents rentreront en octobre et seront momentanément affectés à la prison de Nuutania qui a un besoin de renfort. Le second groupe de 164 agents reviendraient en Polynésie durant la deuxième quinzaine du mois de décembre et seraient en poste à Papeari au début du mois de février 2017 pour préparer l'ouverture de la prison en mai 2017.

A cet égard, nous aurons sans doute le privilège de revoir notre ami Jean Jacques URVOAS, ministre de la Justice, qui viendrait visiter cette nouvelle prison.

#### **5/ Le tribunal foncier**

Ce dossier avance bien. Les locaux destinés à accueillir ce tribunal et situés dans l'enceinte de l'ancien Vaiami, seront très bientôt affectés à l'Etat grâce à une opération d'échange de terre entre le pays et l'Etat. Le pays récupère le terrain situé en face de la présidence en échange de la cession d'une parcelle de 4554 m<sup>2</sup> de Vaiami et des bâtiments qui y existent. Les moyens humains sont programmés. Ils proviennent à la fois du pays et logés au sein de la Direction des affaires foncières et de l'Etat par l'affectation de nouveaux juges. De même, un groupe de travail conduit par le professeur Pastorel et nommé par le ministre de la justice, sera chargé d'étudier les

modifications législatives nécessaires au sein du droit Civil pour que la gestion et la sortie de l'indivision soient facilitées pour les familles qui le désirent.

## **6/ L'ONU et la décolonisation de la Polynésie française**

La Polynésie française est inscrite sur la liste des pays à décoloniser depuis 2013. C'est le résultat d'un long travail de lobbying et de sensibilisation réalisé par Oscar Temaru auprès de certains de ses amis du Pacifique depuis plusieurs années, sans doute plus de 10 ans.

La démarche de Oscar Temaru est cohérente par rapport à son combat permanent en faveur de l'indépendance. J'ai toujours dit que j'ai de l'amitié pour la personne d'Oscar Temaru et que je respecte son choix politique.

Pour autant, je ne partage pas son idéologie politique. Il part de l'idée que la Polynésie française est un toujours pays colonisé. Comment peut-on, avec raison, encore croire à une telle idée depuis notre statut d'autonomie de 1984 ? Ce sont des Polynésiens élus au suffrage universel qui gouvernent librement et démocratiquement ce pays. D'ailleurs Oscar Temaru lui-même qui fut président de ce pays sur une durée cumulée de près de 5 années ne s'est jamais plaint qu'il était à la tête d'un pays colonisé ou gêné dans sa gestion par l'Etat. Il avait même obtenu de cet Etat une subvention de 6 milliards de francs pour éviter à son gouvernement une cessation de paiement. Avec le statut de large autonomie que nous avons, aucun président ne peut se plaindre et affirmer d'un quelconque colonialisme. Si notre pays a sombré dans l'instabilité et dans la crise économique, c'est uniquement à cause de nos propres comportements politiques.

Nous avons entre nos mains, tous les outils pour élaborer notre projet de société et mener à bien notre développement. Accuser un soit disant état colonial de nos déboires économiques et sociaux, c'est trouver un bouc émissaire et fuir nos propres responsabilités.

C'est pour toutes ces raisons qu'il est légitime que je puisse porter, au sein de l'ONU, devant la 4<sup>ème</sup> Commission de l'Assemblée générale, la voix des autonomistes polynésiens libérés et démocrates. C'est un devoir d'y être enfin.